

L'histoire du temps présent

Un changement de perspective européen



Denis Scuto

Changement de perspective. Une notion à la mode. Voilà pourquoi, dans nos sociétés mercantiles, elle a rapidement été monnayée. Des entreprises de coaching proposent, contre argent comptant, des formations en changement de perspective, en vue de notre développement personnel. Des magasins en ligne intitulés „Perspektivenwechsel Shop“ vendent pour quelques centaines d'euros des jeux de cartes et des outils d'analyse pour nous aider à changer de point de vue.

Mais le changement de perspective est bien plus qu'une notion à la mode. La connaissance historique est impossible sans cette approche. J'ai évoqué le bon vieux Humboldt la semaine dernière, qui insiste sur cette nécessité pour l'historien de „se mettre à la place de l'autre“.

Le 7 mai s'est tenu à l'Université du Luxembourg un colloque intitulé „Les enrôlés de force et les camps soviétiques – Histoire comparative et mémoire“, dans le cadre d'une coopération scientifique entre l'UL et l'Université de Tambow. Un millier de prisonniers de guerre luxembourgeois furent internés au camp n° 188 de Tambow pendant la Seconde Guerre mondiale, plus de 200 y sont morts, de maladies, de faim, de froid, de dépression psychique. Les perspectives diverses de chercheurs russes, luxembourgeois, français et belges d'aujourd'hui, mais aussi les perspectives différentes à l'époque des prisonniers de guerre luxembourgeois, français et belges d'une part et de la population locale et des soldats et officiers de la région de Tambow de l'autre ont pu être confrontées. Mais nous reviendrons une autre fois sur ce changement de perspective.

Un PolitMonitor aux résultats troublants

Lorsque j'ai pris connaissance le week-end dernier des résultats du PolitMonitor de mai sur le référendum, c'est de nouveau le changement de perspective ou la nécessité de ce changement qui m'a frappé.

Les résultats sont surprenants dans ce sens que les réponses aux questions posées par les sondeurs sont contradictoires. D'après l'enquête, une majorité se prononce contre le droit de vote résidentiel ou droit de vote des étrangers (terminologie du sondage) aux législatives, mais une majorité affirme en même temps que le pays souffre d'un déficit démocratique si seulement 42% de la population disposent du droit de vote national. A titre de comparaison: 76% de la population disposent de ce droit en Allemagne. En outre, une grande majorité des sondés trouve que l'exercice du droit de vote législatif constituerait une bonne option pour renforcer la participation politique des citoyens.

Surtout, alors que 53% se prononcent contre le droit de vote des étrangers aux élections pour la Chambre des Députés, 45% des résidents luxembourgeois interviewés voudraient, s'ils vivaient eux-mêmes à l'étranger depuis au moins dix ans, pouvoir y voter. Ils voudraient donc profiter de la possibilité que le gouvernement entend offrir aux étrangers qui vivent ici depuis au moins dix ans et qui ont déjà participé à des élections communales ou européennes au Grand-Duché.

Un changement de perspective est amorcé, mais s'arrête en cours de route. D'où des affirmations qui semblent se contredire. Le Wort l'exprime ainsi dans son commentaire: „Wähler stellenweise inkonsequent“.

Je suis plutôt d'avis que des évolutions historiques comme la mondialisation avec ses flux transnationaux de personnes, de marchandises et d'idées, et le processus d'unification européenne mené par des Etats tout en transcendant ces Etats contribuent à des perspectives, mais aussi des expériences et des législations où le national et l'international coexistent ou sont en compétition. Les opinions paradoxales exprimées dans ce sondage s'inscrivent dans ce contexte.

Le projet européen est un projet anti-nationaliste qui a pris ses distances avec les définitions quasi religieuses et chauvinistes de la nation et de la nationalité. Il y a cent ans, Français et Allemands s'entretuaient avec conviction sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale. Chacun „au nom des miens“. Aujourd'hui aucun Français ou Allemand n'arrive à imaginer la possibilité d'une guerre entre ces deux pays. Grâce à la construction européenne, les Européens ne sont plus des étran-

gers les uns pour les autres. C'est sans doute historiquement le plus grand de ses mérites. Dans les Traités de l'Union européenne, cette évolution se traduit par le principe de non-discrimination sur la base de la nationalité et celui de la liberté de circulation. Alors qu'il y a trois générations à peine Anglais et Allemands s'entretuaient, la citoyenneté européenne donne à chaque citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne le droit d'être considéré comme national, comme „un des siens“, par tout Etat membre où il séjourne ou qu'il traverse.

L'UE, une communauté de choix

Les Etats de l'Union européenne ne sont plus des „communautés de destin“, mais des „communautés de choix“. De libre choix. Comme citoyen européen ou citoyenne européenne, j'ai le choix de rester, de partir, de m'installer, provisoirement ou durablement où je veux dans un autre Etat de l'Union européenne que celui dont j'ai la nationalité. Cette mutation historique est résumée ainsi par Dmitry Kochenov, titulaire de la chaire de droit constitutionnel de l'UE à l'Université de Groningen: „EU law grants the majority of EU citizens a right to be welcomed where they think they will feel at home and the Court of Justice of the European Union is ready to step in to protect such rights by defending EU citizens in their supranational capacity against Member States' claims. This is a bitter pill for nationalists to swallow.“

Dans ce nouveau contexte, la coexistence parallèle entre droit de vote réservé aux nationaux et liberté de circulation ou non-dis-

crimination sur la base de la nationalité est aussi paradoxale que les résultats du dernier PolitMonitor. Au nom de la liberté de circulation un citoyen de l'Union européenne s'est installé dans un autre pays et y réside de façon durable. Or, en exerçant ce droit il perd des droits fondamentaux de participation démocratique comme le droit de déterminer les institutions qui gouvernent le pays (gouvernement, parlement). Il participe à la vie économique, sociale et culturelle et y paye ses impôts, mais ne participe pas aux décisions qui ont le plus grand impact sur sa vie quotidienne. Il n'a pas le droit d'élire les représentants qui fixent les impôts à payer ou le montant des pensions, qui déterminent le système éducatif pour ses enfants ou les infrastructures dont il pourra profiter.

La perte de ce droit démocratique est aussi incompatible avec la Convention européenne des droits de l'Homme. L'article 3 du protocole additionnel, conclu à Paris le 20 mars 1952, stipule en ce qui concerne le droit à des élections libres: „Les Hautes Parties contractantes s'engagent à organiser, à des intervalles raisonnables, des élections libres au scrutin secret, dans les conditions qui assurent la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif.“

Voilà aujourd'hui un droit que tout citoyen européen peut invoquer en justice. Le Grand-Duché est le premier pays européen à soumettre cette question au vote populaire. Mais la question se pose pour tous les Etats de l'Union européenne. La pression est tellement grande que la Commission européenne a dû prendre position l'année dernière. Dans une communication du 29 janvier 2014, la Commission thématise la situation contradictoire en

matière d'exercice de droits démocratiques. D'un côté, chaque Etat membre décide souverainement de la composition du corps électoral pour les scrutins nationaux. D'un autre côté, de telles politiques nationales privant des citoyens européens du droit de vote restreignent la jouissance de droits attachés à la citoyenneté de l'Union, surtout le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres.

Ainsi, les citoyens danois, irlandais, chypriotes, maltais, allemands, autrichiens et anglais peuvent perdre leur droit de vote dans leur pays d'origine, notamment parce qu'ils vivent à l'étranger depuis un certain temps. A court terme, la Commission recommande aux Etats membres que tout citoyen européen qui le veut puisse garder le droit de voter pour les élections législatives de son pays d'origine.

Cette solution reste incomplète, tout simplement parce que la plupart des citoyens qui s'installent durablement dans un autre pays européen, souhaitent voter dans leur pays d'accueil et non dans leur pays d'origine. Les sondages montrent que près de 80% des étrangers du Luxembourg voudraient voter ici pour les élections au parlement. Comme l'a montré le politologue Philippe Poirier pour les pays du Benelux, 24% seulement des Portugais et des Français et 30% des Italiens résidant au Benelux ont voté aux dernières élections législatives dans leur pays d'origine.

Voilà pourquoi la Commission recommande à long terme d'accorder le droit de vote pour les législatives dans le pays d'accueil, même si elle limite cette extension pour le moment aux citoyens européens qui ont perdu ce droit de vote dans leur pays d'origine.

Dans la communauté de choix démocratique que représente aujourd'hui l'Union européenne, il faudra tôt ou tard laisser vraiment le choix aux citoyens et citoyennes s'ils veulent participer aux élections communales, européennes, mais aussi nationales, soit dans leur pays d'origine, soit dans leur pays d'accueil. Tout comme ils et elles doivent avoir le choix de prendre ou non la nationalité du pays d'accueil à côté de leur(s) nationalité(s) d'origine.

Le référendum du 7 juin représente une première occasion pour les électeurs et électeurs luxembourgeois de montrer qu'ils entendent procéder à ce changement de perspective européen avec une longueur d'avance sur les autres.



Lauschtert
och dem
Denis
Scuto säi
Feuilleton
op Radio
100,7, all
Donnesch-
deg um 9.25 Auer (Rediffu-
sion 19.20) oder am Audioar-
chiv op www.100komma7.lu.